

## OUVRIR À TOUS L'ESPACE CULTUREL

La vieille bibliothèque de L.A. m'a probablement empêché de me suicider de devenir un pillier de banques de battre ma femme de devenir boucher ou motard de la police et même si tout ça n'est peut-être pas si mal c'est un coup de chance mérité que cette bibliothèque ait été là quand j'étais jeune et que je cherchais à me raccrocher à quelque chose alors qu'il ne semblait pas y avoir grand chose

Charles Bukowski

Extrait du poème "Le rêve est parti en fumée" figurant dans le ragoût du septuagénaire, Ed. Grasset, 1983, traduction M. Lederer.



*"L'accès à la culture [...] doit être favorisé."*

page 22 du projet municipal 2008-2014 de la gauche unie et solidaire

Le poème de Bukowski peut servir d'appui à un modeste projet, celui de rendre gratuit, pour tous, l'accès à la bibliothèque Louis Aragon. L'inscription à plein tarif est de 8 € pour les livres et de 30,50 € pour la médiathèque. C'est la seule bibliothèque payante à Amiens. A ce projet, on peut ajouter celui de rendre gratuite l'entrée du musée de Picardie tous les dimanches et non plus seulement un dimanche par mois. Toutes ces initiatives ne coûtent pas cher mais, pour le moment, rien n'est vraiment envisagé...

Est-il besoin de montrer l'intérêt de la chose ? Ces mesures faciliteraient l'ouverture à la culture d'un point de vue financier mais auraient aussi la vertu de lever un blocage social qui tend à faire de la bibliothèque ou du musée des lieux destinés à une prétendue élite... Et puis cela favoriserait la mixité culturelle dans le centre-ville...

## Être de gauche c'est défendre le service public.

Les attaques visant l'organisation et la viabilité des services publics se sont amplifiées depuis l'élection de N. Sarkozy à la présidence de la République. Avec toute sa hargne, il veut mettre fin à tout secteur échappant à l'espace marchand. Il se fait ainsi le promoteur zélé de l'idéologie ultra-libérale. Il applique mécaniquement, sans aucune réflexion, les recettes données par l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) prônant privatisations et concurrence à tout-va.

Seulement le système s'essouffle. L'industrie automobile ne parvient plus à vendre sa production. Elle ne peut plus entraîner l'économie comme elle le faisait jusque là. Les banques ne prêtent plus rien. Les projets s'arrêtent faute d'investissements. L'État devient le seul recours. On parle même de nationaliser des entreprises bancaires en faillite. Nationaliser, le terme tabou ! Les ultra-libéraux ne savent plus où donner de la tête. Jusqu'au déclenchement de la crise, ils répétaient sans cesse : "L'État, voilà le problème !".

Maintenant c'est devenu une bouée de sauvetage et on le sollicite sans vergogne.

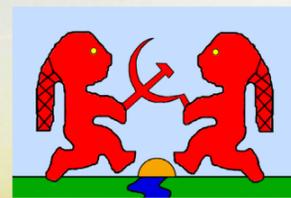
Le plan de relance de N. Sarkozy ouvre toutes grandes les portes du trésor public et prête des sommes colossales sans imposer aucun contrôle aux agents financiers. C'est pourquoi des spéculateurs succombent encore à leur dépendance au jeu boursier : ils utilisent l'argent public pour faire encore plus d'argent au lieu de l'investir dans la production, seul moyen de créer des emplois et des richesses.

Qui va payer les effets de la crise ? Surtout pas ceux qui en sont les responsables mais plutôt ceux qui travaillent et produisent. Ils vont la payer par leurs impôts puis par le chômage qui va les frapper. C'est une injustice inacceptable.

Nos collectivités territoriales, majoritairement à gauche, pourraient être des pôles de résistance.

Elles pourraient inventer des politiques alternatives et proposer des contre-exemples. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui. Elles continuent à donner d'énormes subventions aux entreprises privées sans contrôle (voir l'article p. 4 sur les aides économiques). Elles n'ont pas la volonté de reprendre à leur compte la gestion directe de leurs services mais au contraire de les confier à des sociétés privées (voir l'article sur les bus p. 2 & 3).

Et elles pensent en plus faire de la bonne gestion, bien sage... Elles ne font que suivre les idées dominantes sans comprendre que ces dernières sont responsables de la crise actuelle. Décevant.



# L'AUBE NOUVELLE

Journal communiste amiénois N° 1,  
Janvier, février, mars 2009

Prix : 0,50 €

## ÉDITORIAL

**Qui sommes-nous ? Le titre de ce journal est tout un programme, tout notre programme. Ici on fera du socialisme et rien que du socialisme, c'est-à-dire que rappelant sans cesse dans toutes les questions posées par les événements, les conditions essentielles de l'affranchissement ouvrier et social...**

**C'est ainsi que les premiers communistes de la Somme se présentèrent à leurs lecteurs le 12 novembre 1921 dans le numéro 32 de l'Aube Nouvelle. Pour eux il s'agissait de donner des informations alternatives sur la vie quotidienne et de dénoncer la guerre, la misère et les inégalités. Ils voulaient même aller plus loin, ne pas se contenter seulement de révéler les injustices sociales mais de montrer aussi leur origine profonde afin qu'elles soient corrigées de façon définitive.**

**Or nous constatons que les mêmes causes sont à l'œuvre aujourd'hui. La frénésie de spéculation, ayant pour seul but de faire le maximum de profits au plus court terme, a engendré un effondrement de la finance mondiale. Depuis le début des années 1980, les dirigeants de la finance n'ont pas cessé de faire prévaloir leurs intérêts sur ceux de la société. Cela a entraîné un approfondissement inédit des inégalités alors qu'on n'a jamais produit autant de richesses. C'est bien la répartition de ces richesses qui est en question. L'hypothèse communiste est donc toujours bien valide car elle vise l'affranchissement social. La crise actuelle montre bien la nécessité de changer de système économique : l'État va aider les banquiers, responsables du désordre**

## Sommaire :

Page 2 : Les bus, un véritable feuilleton ...  
Page 3 : La démocratie de proximité.  
Page 4 : Les subventions au privé.  
Page 5 : La maintien de l'hôpital nord.  
Page 6 & 7 : Enjeux internationaux.  
Page 8 : Culture / Défense du service public.

actuel, mais refuse de faire en sorte que les salaires soient augmentés et que le nombre de chômeurs n'explose pas. Le coût de la crise va retomber sur nous alors que nous n'en sommes pas les responsables...

**Enfin, pour préciser l'esprit dans lequel nous éditons ce titre, nous reprenons encore une fois un passage de l'Aube Nouvelle des origines : "Notre journal est lancé. Il s'agit qu'il vive et se développe. Chez nous pas de direction politique, la direction se fait en camaraderie et le secrétaire de rédaction se borne à recevoir, corriger et ordonner la copie." (N°4, 30 avril 1921)**

**Tous ceux qui se sentent proches de nos idées de partage, d'égalité et d'entraide peuvent nous rejoindre pour participer à l'élaboration des prochains numéros. Chacun fait à la mesure de son talent : rédaction, photos, dessins, diffusion du titre... et de son temps libre. L'Aube Nouvelle n'en sera que plus riche et vivace. Son équipe en sera encore plus chaleureuse. Tout repose sur la bonne volonté de chacun des membres de notre association.**

F. Debeauvais, M.-H. Loew, C. Maisse

Ours. Directeur de publication : Cédric Maisse.  
Siège social : 45, rue Camille Saint Saëns, 80000 Amiens.  
Équipe : Philippe, Fabienne, Catherine, Jonathan, Franck, Maria-Helena, Mourad, Jean-Rémy, Guilaine, Béatrice, Eric, Jihad, Serge et bien d'autres encore. Édité par les Amis de l'Aube Nouvelle. ISSN : en cours.  
Imprimé par IMPRIMERIE VP SERVICES. 1<sup>er</sup> tirage : 1000 ex.

## Les bus, un véritable feuilleton à succès à Amiens (un titre presque piqué au JDA)

*“Il est nécessaire de faire circuler des autobus en centre ville pour permettre à tous une réelle accessibilité et de réaliser un réseau de transports en commun performant.”*

Extrait de la page 17 du projet municipal 2008-2014 de la gauche unie et solidaire

### SAISON 1 : Gilles de Robien n'aime pas les transports en commun.

Il ne croit qu'en la voiture, élément central et fondateur de notre liberté de déplacement, même dans les embouteillages... Il écarte donc les bus du centre-ville, d'abord de la rue des Trois Cailloux puis de la rue de Noyon. L'espace urbain se fragmente. Le centre-ville n'unifie plus la ville. Les quartiers populaires sont isolés les uns des autres. Pour venir en ville, il est nécessaire d'avoir une voiture et de payer le parking. Du coup, beaucoup d'Amiénois préfèrent se rendre dans les hypermarchés en périphérie. Le centre-ville veut les concurrencer, les imite et prend l'apparence d'une galerie marchande à ciel ouvert. Amiens commence à ressembler à toutes les autres villes de France.

### SAISON 2 : la campagne électorale.

Le nombre de voyageurs baisse dramatiquement au contraire de ce qui se passe dans les autres villes. Face aux critiques de l'opposition, Gilles de Robien cherche à redorer son blason. Il veut montrer qu'il est actif en se pré-occupant de l'intérêt collectif. Il regarde ce qui se passe à Paris et crée des couloirs de bus en site propre. Les bus iront plus vite, cela donnera un coup de fouet à la fréquentation. L'échec fut patent. En face du cirque, les couloirs provoquent des embouteillages aux heures de pointe à tel point que Gilles de Robien est contraint de les supprimer dans la nuit, entre les deux tours des élections municipales. Malgré ses airs d'aristocrate sûr de lui, son approche des transports publics manquait de sérieux. Il voulait juste impressionner l'opinion publique en faisant des coups de théâtre inattendus. Enfin, il perd les élections à cause notamment de la disparition des bus du centre-ville.

### SAISON 3 : La promesse du retour immédiat des bus en centre-ville.

C'est avec cette promesse emblématique que Gilles Demailly est élu maire. Cela répondait aux besoins de la population. Tout un ensemble d'usagers dépendant du transport par bus (les jeunes, les personnes âgées...) veut pouvoir se déplacer au mieux de leur quartier vers le centre-ville, d'un quartier à un



autre et pour aller travailler. Pour rejoindre le centre-ville, qu'est-ce que Gilles de Robien leur proposait ?

La navette du 8 qui impose à l'usager de descendre à la limite du centre-ville pour perdre encore du temps à attendre ce mini-bus, assez boudé d'ailleurs... Les usagers ne veulent pas d'une interruption dans leur parcours... Le constat est fait, cela ne marche pas. Alors ? Il existe bien des scénarios : le passage des bus par la rue des Jacobins et la rue des Otages, puis la réouverture de la rue de Noyon aux bus. L'espace piétonnier ne doit pas forcément être entièrement fermé aux bus... Tout cela semble bien simple. Hé bien, non. Rien. Gilles Demailly ne semble pas aimer les bus non plus. Cela perturberait la circulation dans la rue des Jacobins, cela imposerait une baisse de la vitesse commerciale et des frais de personnel en plus... Finalement Gilles de Robien avait raison de supprimer les bus du centre-ville !

### SAISON 4 : En cours de tournage...

Pour le moment, les services municipaux font des études. Ils dressent des tableaux statistiques, interrogent, examinent s'il y a des travaux à faire... Comme les bilans disent ce qu'on veut bien leur faire dire, on n'est pas sûr de revoir un jour les bus en centre-ville. Ce qui est sûr, c'est que la société d'économie mixte a disparu. La SEMTA alliée à VEOLIA a dû laisser sa place à une entreprise entièrement privée : la Corporation française des Transports (CFT). Ce n'est pas de cette manière que la municipalité va reprendre la maîtrise du réseau, au contraire. Avec un peu de volonté politique, elle aurait pu remettre en cause la délégation de service public. En effet, il est absurde de confier un service public à une entreprise privée qui a tout de même pour but de faire des profits. La maîtrise publique des transports permet de conserver des lignes déficitaires mais utiles aux usagers. Elles remplissent une fonction sociale et environnementale qui les rendent indispensables. Il suffit donc de reporter sur elles les bénéfices réalisés sur les lignes rentables. Le secteur privé est incapable d'agir ainsi : tout doit générer de l'argent. La CFT compte par exemple économiser sur l'entretien des bus. Les salariés verront sans doute leur contrat renégocié dans 15 mois et, vu le peu de capitaux de la CFT, on peut craindre une réduction du personnel.

D'autre part les services rendus par la CFT à Narbonne, Perpignan et Antibes n'ont pas satisfait ces col-

## COMMUNISME DANS LE MONDE : MÊME PAS MORT !

La crise économique et financière met plus que jamais d'actualité dans le monde les idées révolutionnaires.

Dès avant même cette crise du système capitaliste, dans un certain nombre de pays, des mouvements communistes ou proches redressaient la tête et obtenaient des victoires.

En Europe, Chypre élit un président communiste et les partis communistes de Grèce et du Portugal reprennent du poil de la bête (8-9% des voix et un fort impact en terme de capacité de mobilisation, comme le montrent les manifestations organisées par le KKE en Grèce). En république tchèque, malgré l'interdiction de son organisation de jeunesse, le Parti communiste de Bohême-Moravie reste aux alentours des 15%. En Italie, l'idée de l'abandon de l'hypothèse communiste par les deux partis qui s'en réclament est mise en échec et leur réunification est à l'ordre du jour. En Espagne, on assiste même contre toute attente à un affermissement de la "Gauche unie" avec la nomination

du candidat du PC espagnol à sa tête. Par ailleurs, d'autres partis progressistes progressent fortement, comme le SP des Pays-Bas (16,6% en 2006 contre 6,3% en 2003), principal animateur de la campagne victorieuse du NON au référendum sur le "Traité constitutionnel européen", ou encore "Die Linke" en Allemagne (8,7% en 2005).

En Amérique latine, les forces progressistes vont de victoire en victoire au niveau électoral, que ce soit au Paraguay, au Nicaragua, en Bolivie, en Equateur, au Venezuela... Il est à prévoir une progression des communistes au Chili lors des prochaines élections présidentielles et législatives. Et en Uruguay, un coup de barre à gauche, au sein de la coalition progressiste au pouvoir, semble se dessiner à la veille de nouvelles échéances.

En Asie, l'année 2008 voit l'arrivée au pouvoir au Népal d'un gouvernement de coalition entre deux partis communistes (avec à

sa tête le dirigeant des anciens guérilleros du PCN-M), après avoir fait au préalable abolir la monarchie et instaurer la République par une Assemblée constituante. En Inde, les communistes tiennent la dragée haute au parti au pouvoir, le Congrès, et est majoritaire dans les Etats du Bengale-Occidental, du Kerala et du Tripura. Au Japon, le PCJ connaît un frémissement électoral en 2007 à 7,5% (+0,2) et connaît un regain d'intérêt dans la jeunesse nipponne.

En Afrique, la Parti communiste d'Afrique du Sud participe au sein de l'ANC à la nouvelle majorité qui a renversé Thabo Mbeki afin de rendre à ce parti ses valeurs de justice sociale.

Ce tour d'horizon non-exhaustif montre à quel point les idées communistes sont loin d'avoir disparu dans le monde.

## TRAITÉ DE LISBONNE : PEUPLE D'IRLANDE, VOTRE NON EST AUSSI LE NÔTRE !

Le 12 juin 2008, à 53,4% des voix, les électeurs de la République d'Irlande ont rejeté le Traité de Lisbonne, dit "Traité européen simplifié". Ce rejet se place dans la droite ligne "des NON" des peuples français et néerlandais au projet de Traité constitutionnel européen en 2005. Face à une Union européenne atlantiste, ultra-libérale, antidémocratique et antisociale, les peuples d'Europe, à chaque fois qu'ils sont consultés, expriment leur défiance.

Dans la période d'affaiblissement de l'hégémonie américaine que constitue la crise économique que nous traversons actuellement, certains secteurs capitalistes d'Europe peuvent être tentés de réorienter l'Union européenne dans le sens d'une prise de distance vis-à-vis des États-Unis. Il convient de ne pas succomber à cette rhétorique trompeuse de "l'Europe-puissance" : il ne saurait s'agir que de reconstruire une puissance impérialiste, unifiée à l'échelle européenne cette fois. Cette "Europe-puissance" ne saurait nous satisfaire plus que l'actuel alignement sur les États-Unis en matière de politique internationale.

## UN PRÉSIDENT COMMUNISTE À CHYPRE

Après avoir éliminé le président sortant au 1er tour, les communistes de l'AKEL ont réussi à faire élire leur leader, Demetris CHRISTOFIAS, président de Chypre le 24 février 2008 à 53,4% des voix.

Une première historique d'autant plus impressionnante qu'il s'agissait de la première participation de l'AKEL à l'élection présidentielle chypriote. Même s'il est vrai que ce n'est qu'une demi-surprise pour un parti dont

l'influence électorale repose sur un socle aux alentours de 30% des voix.

Ce succès s'est construit sur un programme de justice sociale combiné à une volonté de réunification de l'île, dont une partie est occupée par l'armée turque depuis 1974. Un enjeu sur lequel les Chypriotes grecs ont fait confiance à l'AKEL, cheville ouvrière de la conquête de l'indépendance nationale dans les années 1960-70, et qui a toujours promu l'égalité entre

citoyens chypriotes et maintenu des liens avec les Chypriotes turcs.

La question centrale de l'unification de l'île connaît déjà de réels progrès avec, par exemple, l'ouverture de nouveaux points de passages entre les deux parties de l'île et des contacts réguliers. Construire une société plus juste est impossible sans un processus de réunification.

## Solidaires avec le peuple palestinien

Sur la position historique du PCF, voir l'excellent article écrit par Gabriel Périen 1936, d'une actualité saisissante : <http://socio13.wordpress.com/2009/01/06/>

L'offensive sanglante de l'armée israélienne à Gaza, massacre insoutenable, remet une fois de plus la "question palestinienne" au devant de l'actualité. Les considérations humanitaires sont nécessaires mais se révèlent insuffisantes pour comprendre le drame palestinien. Il convient de revenir sur quelques faits historiques.

Il y a 60 ans avait lieu la première guerre israélo-arabe, suite à un plan de partage contestable (car contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes) qui fut voté par l'ONU sans aucune consultation des populations locales, les principaux concernés pourtant. C'est ainsi que l'État d'Israël a été créé, et qu'un État palestinien, prévu par le "plan de partage", n'a pour l'instant jamais vu le jour.

"Guerre d'indépendance" pour les Israéliens, ce fut la "Nakba" (catastrophe) pour les Palestiniens, chassés pour une majorité de leur maison et de leur terre par la guerre, et son lot d'horreurs et de massacres. Des centaines de milliers de Palestiniens peut-être un million, furent ainsi forcés de partir de chez eux. Essayez d'imaginer une ville de plus de 100.000 habitants (presque la population amiénoise), Jaffa, vidée de la quasi-totalité de ses

habitants en une seule nuit. Et vous comprendrez alors en quoi cette guerre fut une "catastrophe" nationale pour le peuple palestinien.

C'est ainsi que le peuple palestinien devint pour l'essentiel un peuple de réfugiés, dont plus de la moitié se trouve aujourd'hui exilée en dehors de la "Palestine mandataire" (correspondant au territoire aujourd'hui israélien et aux "territoires palestiniens"). Malgré l'exil, il parvient à conserver son identité nationale, grâce, entre autres, à un niveau d'éducation élevé, avec un taux d'analphabétisme quasi-nul.

Les épreuves ne manquèrent pas pour le peuple palestinien en 60 ans (les terribles massacres de Sabra et Chatila à Beyrouth en 1982 par exemple), mais les clés des maisons ont continué à se transmettre de génération en génération, marquant le refus de ce peuple de renoncer à sa dignité et à ses droits nationaux.

Comment lui manifester notre solidarité en ouvrant une perspective de paix au Proche-Orient aujourd'hui ? Loin du fatalisme "politiquement correct" nous pensons que des possibilités existent : pressions économiques sur Israël (non-renouvellement de l'accord d'association UE / Israël, boycottage citoyen des produits "made in Israël") et initiatives pour faire connaître la situation intolérable du peuple palestinien (conférences-débats, jumelages de villes avec des camps de réfugiés palestiniens, voyages de solidarité, collectes...). À nous de les mettre en œuvre, tous ensemble !

## L'ALBA, ou un modèle alternatif d'intégration régionale.

L'Amérique latine est ces dernières années de moins en moins "l'arrière cour" des États-Unis. Pour preuve, la création de l'ALBA (ALternative Bolivarienne pour les Amériques) entre le Venezuela et Cuba, rejointes par la suite par la Bolivie, l'Équateur (observateur), le Nicaragua, la Dominique et le Honduras.

Il s'agit pour ces pays de promouvoir la coopération entre eux dans les domaines politique, économique et social et de créer une alternative à la ZLEA (Zone de Libre-Echange des Amériques) voulue par les États-Unis. L'ALBA s'inscrit dans une logique de coopération entre les peuples plutôt que de libre-échange. Elle se forme en rupture avec "le consensus de Washington", c'est-à-dire les

politiques ultra-libérales antisociales de déréglementation économiques imposées par les États-Unis les institutions internationales telles que l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale dans les années 1990.

L'ALBA s'est développée initialement dans le domaine de la santé, puis s'est rapidement étendue à la lutte contre l'analphabétisme (avec l'aide notamment de Cuba) et contre le chômage, mais aussi au développement des services publics. Il est envisagé par ailleurs une coopération renforcée en matière de défense, afin de garantir la pérennité de ces avancées sociales face aux pressions venues des États-Unis.

L'ALBA ne pourrait-elle pas nous servir d'exemple pour refonder une Union Européenne plus progressiste ?

## Nous invitons nos lecteurs à participer aux Teufs à Babeuf

(salle Dewailly rebaptisée salle Gracchus Babeuf)

La troisième "Teuf à Babeuf", le 14 février prochain, à Amiens, à 18h30, du théâtre, une fanfare, des chansons. Et à 20 heures, un débat sur : "Comment les riches détruisent la planète"

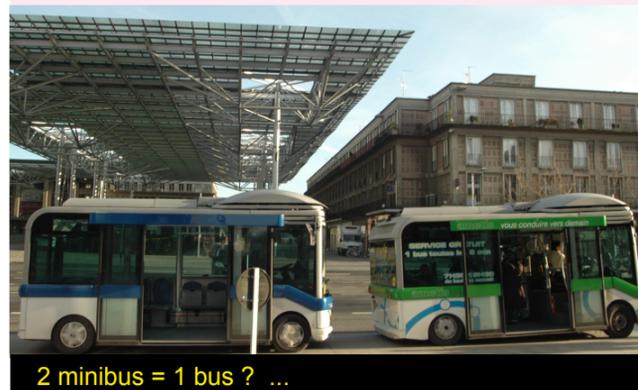
avec Hervé Kempf (journaliste au Monde, auteur de "Pour sauver la planète, sortez du capitalisme !") et Sophie Divry (journaliste à La Décroissance).

Le 9 mai nouvelle Teuf à Babeuf avec un débat sur l'Union Européenne à l'approche des élections.

lectivités : elles ne renouvellent pas leur contrat avec elle ou les écourtent.

Nous proposons un autre scénario : les bus reviennent en centre-ville. Ensuite, à la fin des 3 ans de la délégation de service public confiée à la CFT, la mairie reprend en régie directe la gestion des bus. Cela se fait dans certaines collectivités comme à Toulouse.

Ce n'est donc pas une utopie. Le tout est de se mettre au travail dès maintenant pour embaucher des techni-



ciens capables de commander du matériel ainsi que de préparer les cadres juridiques de cette future gestion.

Au départ les investissements seront importants mais, sur le long terme, cela sera plus rentable car il n'y aura plus d'intermédiaires, et les usagers auront des lignes de bus répondant à leurs besoins. On pourra même envisager de mettre en place la gratuité des transports en commun comme à Aubagne, au Mans, à Châteauroux ou à Clermont-Ferrand. Cela seul peut relancer l'attrait pour le bus, contrairement à des projets tape-à-l'œil de mini-tram "high-tech" que l'on tente aujourd'hui de nous faire admirer comme une solution miracle.

## L'étrange disparition des parcs relais.

Sous la municipalité de droite, 2 parcs relais avaient été créés sous la pression de l'opposition de gauche mais aussi parce que cela correspondait à une évolution normale des besoins. De plus en plus de personnes vivent à la campagne et viennent travailler en ville. Beaucoup d'agglomérations ont adopté la solution du parking surveillé installé à leur entrée, doté d'une navette pour amener les utilisateurs dans le centre.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, ce système n'existe plus. Cela coûte trop cher... Peut-être n'y a-t-il pas assez d'utilisateurs ? Mais avant de supprimer un système, il faut en concevoir un autre plus efficace et ne pas abandonner un projet qui limite la présence des automobiles en ville et la pollution...

## La démocratie de proximité : participation ou courroie de transmission ?

Au cours du mois d'octobre 2008, chaque samedi, les quartiers de Fafet, Condorcet, Étouvie, Elbeuf et Gare-la-vallée ont vu respectivement se monter un chapiteau afin qu'une rencontre ait lieu entre les habitants et l'exécutif municipal. L'effort est louable et repose sur de bonnes intentions.

En effet, les citoyens se désintéressent de la politique et les partis ont de plus en plus de difficultés à servir de porte-voix à la population. Pour être efficacement au service des habitants, l'idée d'une rencontre directe, sans cérémonial, est bonne. Seulement, pour que cela soit efficace, il faudrait éviter de créer des malentendus, voire de l'incompréhension.

Les comités de quartier cherchaient à savoir ce qu'ils allaient devenir et n'obtenaient pas de réponses claires. Des habitants à Étouvie, voulaient bénéficier d'emplois (précaires) promis et n'ont rien obtenu au nom de l'égalité entre tous les quartiers d'Amiens.

Les échanges finissaient dans l'impasse.

À l'issue de ces rencontres, 4 conseils d'habitants composés de 35 membres (5 élus de la majorité, 2 de l'opposition et 28 habitants tirés au sort) vont être constitués et se réunir 5 fois par an. Ils seront "associés" aux décisions concernant leur secteur. Tout est dans le mot "associés". Un habitant, lors d'une rencontre sous chapiteau, faisait la remarque suivante : "Le tirage au sort est une bonne idée pour faire participer des gens qui ne croient plus en la politique mais les élus qui seront au sein des conseils d'habitants ne devront pas peser, influencer sur les décisions. Ils devront au contraire écouter et animer le débat. Il en va de la vie de la démocratie dans ce conseil...".

En effet, les conseils d'habitants risquent de devenir les simples courroies de transmission du conseil municipal. Alors que le but est, inversement, de permettre aux habitants de s'exprimer, de donner des idées, voire de modifier les projets des élus. Enfin le seul recours au tirage au sort n'aboutirait-il pas à ce que les associations, les syndicats, les partis et généralement ceux qui se consacrent le plus à la vie de la ville soient écartés des conseils d'habitants ?

On obtiendrait alors l'inverse du but recherché au départ...



## Des subventions ont été accordées à deux entreprises privées par Amiens-Métropole en décembre 2008.

### CELA SERT-IL VRAIMENT À CRÉER DES EMPLOIS ?

*“Depuis trop longtemps, la stratégie d’Amiens (tout particulièrement en matière de développement économique) se satisfait de la compétition territoriale internationale.”*

*Page 6 du projet municipal 2008-2014 de la gauche unie et solidaire*

**La première subvention** concerne la firme Business & Decision, une entreprise qui exécute des tâches de tierce maintenance applicative comme le dit de façon mystérieuse le rapport et qui s’installera dans le nouveau quartier Gare-la-Vallée. Elle va recevoir 480 000 € par Amiens-Métropole pour la création de ce nouveau site qui devrait générer la création de 30 emplois au démarrage de l’activité en fin d’année et atteindre 120 emplois dans les trois ans. Remarquez que tout est dans le “devrait”. Où est la volonté de notre collectivité de contrôler étroitement l’utilisation qui va être faite de l’argent public ?

Faisons un rapide calcul : 480 000 € / 30 emplois = 16 000 € pour un emploi créé !

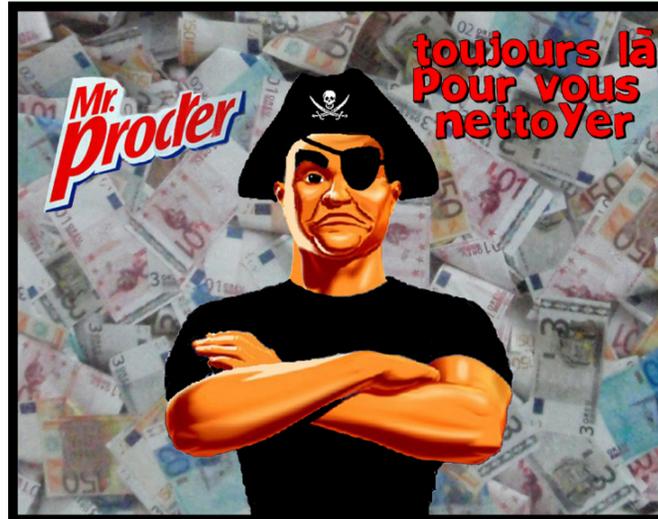
Cela fait quand même cher car rien ne dit que les 120 emplois seront créés à la fin des 3 ans. Il faut ajouter à cela les sommes accordées par la Région et le Conseil Général : 480 000 € chacun... Malgré toutes les difficultés financières, sur ces dossiers, on arrive à trouver des fonds...

La mondialisation capitaliste met les territoires en concurrence les uns avec les autres. Business & Decision a fait monter les enchères entre Nantes, Aix-en-Provence

En tout cas des questions essentielles méritent d’être posées au sujet de cette subvention. Comment contrôler leur véritable utilisation ? Comment savoir que l’argent donné va financer de vrais emplois et pas des contrats précaires ? Quelles sont les garanties que l’entreprise, une fois qu’elle a touché l’argent, restera bien sur place et ne partira pas pour installer son site ailleurs ?

Nous proposons que les délégués du personnel, et même les syndicats, participent au contrôle de l’utilisation des fonds. La crise financière actuelle tire une de ses origines dans l’absence de contrôle des opérations financières.

**La deuxième subvention** concerne la multinationale Procter & Gamble qui contrôle 23 marques différentes faisant chacune plus d’1 milliard de dollars de chiffres d’affaires. Rien que pour les lessives... Ariel, Axion, Bonux, Dash, Gama, Monsieur Propre se font concurrence entre elles sur le territoire français alors qu’elles appartiennent toutes à cette même entreprise. Cela ne peut occasionner que des gâchis financiers énormes.



En outre Procter & Gamble dépense des sommes énormes pour racheter ses concurrents. Cela grève son budget. Par conséquent cette entreprise a tendance à abandonner des activités fondamentales comme la recherche et l’innovation car les résultats y sont aléatoires... Elle fait donc appel à des fonds publics pour remplir une mission qui est strictement la sienne. Or, nous estimons que la collectivité n’a pas à prendre en charge une activité qui peut leur permettre de générer des profits considérables.

Ainsi Procter & Gamble est tellement riche qu’elle n’a pas besoin des 275 000 euros qu’Amiens-Métropole lui offre. Cette subvention l’encourage à continuer à racheter d’autres marques. Nous pensons, au contraire, qu’il faut responsabiliser les grandes entreprises. L’effort de modernisation doit reposer sur leurs propres moyens. À Amiens, Procter & Gamble a affirmé qu’elle aurait financé elle-même, de toute manière, l’agrandissement de ses locaux nécessaire au développement de son activité de recherche. Nous étions d’accord avec cette extension.

Mais quel sens y a-t-il à verser 275 000 euros sur un projet représentant un investissement total de 27,9 millions d’euros ? Quel sens y a-t-il à aider un groupe colossal qui n’a pas besoin de l’argent d’Amiens-Métropole pour se développer ? Surtout qu’au bout du compte il se permet de licencier le secrétaire général de l’union départementale de la Somme, Christophe Saguez, en méprisant le droit du travail et le simple respect de la démocratie au sein de l’entreprise. Nous appelons à suspendre le versement des subventions jusqu’à l’annulation

### LE MAINTIEN D’ UN HÔPITAL AU NORD D’AMIENS EST UNE NÉCESSITÉ.



*“Au niveau du reste de l’université, tout ce qui est formation lettres, sciences humaines, sciences, droit, éco et tout ça, tout peut être regroupé au centre-ville depuis le pôle cathédrale, le pôle scientifique, la citadelle. Mais comme je l’ai dit, il faut continuer [...] Il ne suffit pas que les étudiants étudient en ville, il faut qu’ils puissent s’y loger et le fait que l’hôpital nord s’en aille en grande partie, cela permet [...] d’y mettre des logements étudiants par exemple et des logements sociaux et tout...”* ces phrases ont été prononcées par Gilles Demailly le 6 mars 2008, au café Bapaume, pendant la campagne électorale. Le problème n’est pas le transfert des étudiants du campus de Salouel vers la citadelle (quoique... disent certains) mais plutôt le sort que l’on réserve à l’hôpital nord.

Nous sommes opposés à la disparition de l’hôpital nord car le regroupement des deux grands hôpitaux d’Amiens aboutira à la suppression de lits. On appelle cela “rationaliser” c’est-à-dire que l’État veut faire des économies en supprimant du personnel.

Cependant, supprimer l’hôpital nord équivaut à priver 30 000 personnes de soins de qualité à proximité de chez eux. Et comme par hasard, ce sont les habitants des quartiers populaires du nord d’Amiens qui perdent ce droit à se soigner correctement non loin de leur domicile.

Ainsi, le 4 septembre 2008, Aurélie M. est prise de douleur à la poitrine. Elle a du mal à respirer. Elle appelle son mari à l’aide qui l’emmène tout de suite à l’hôpital nord situé près de chez elle. Diagnostic : infarctus. Si elle avait dû se rendre au CHU sud, un temps précieux aurait été perdu dans le trajet lui-même et dans les embouteillages du début de la matinée...

de la procédure de licenciement.

Pour lutter contre la crise actuelle, les collectivités, gérées par la gauche doivent mettre les dirigeants des grandes entreprises devant leurs responsabilités. De plus, les 275 000 euros qu’elles leur donnent pourraient servir à autre chose, à aider des associations, à faire baisser des tarifs pour l’accès au sport ou à la culture. Cette somme est bien plus nécessaire à la collectivité qu’à Procter & Gamble, surtout que les budgets sont de plus en plus serrés...

Que serait-il alors advenue d’Aurélié ?

D’autre part la zone nord a sur son site des entreprises susceptibles de provoquer des accidents industrielles, ce n’est donc pas un luxe que d’avoir une structure de soins d’urgence à côté.

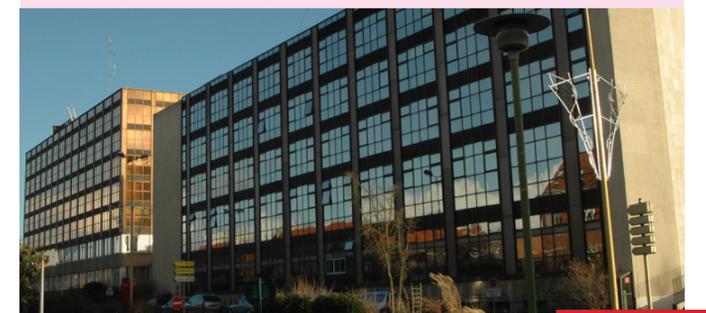
Nous demandons le gel du “transfert” de l’hôpital nord. Nous demandons à ce que les collectivités territoriales comme Amiens-Métropole fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour contrecarrer un projet néfaste à de nombreux habitants. Et surtout il ne faudrait pas qu’elles se servent de ce plan pour se saisir de terrains afin de poursuivre d’autres objectifs. Il en va de l’intérêt collectif.

Or les choix semblent déjà faits : on laisse l’hôpital nord disparaître, sans faire de vagues, et on installerait à la place des logements. Où est la concertation avec les habitants ? Avec le personnel ?

Les collectivités de gauche seraient pourtant très utiles pour défendre les intérêts des habitants. Elles pourraient les aider à mettre l’État devant ses responsabilités.

N. Sarkozy prétend que l’hôpital public ne souffre pas de manque de moyens mais de désorganisation. Or, c’est bien lui qui a décidé, avec sa majorité UMP, de ne plus financer le fonctionnement normal des établissements publics. Pour N. Sarkozy, le privé, rien que le privé... et seuls les riches seront bien soignés.

Enfin, on sait très bien que sans le public, le privé ne peut pas bien fonctionner. L’hôpital apporte au personnel soignant une formation de qualité au meilleur coût. C’est tout l’avenir de la médecine que N. Sarkozy remet en cause aujourd’hui en étouffant économiquement l’existence de l’hôpital public. Inspirons-nous des habitants de Carhaix et sauvons l’hôpital nord.



Gare la vallée : des bureaux vides à remplir à tout prix

et Amiens. C’est celui qui offre le plus en terme de locaux, de bassin de recrutement et de subventions qui l’emportent. Amiens-Métropole a donc dû mettre le paquet !